

Philippe Madec

« Au-delà de l'énergie... »

Contribution aux Ateliers Techniques du Paysage organisés le 18 juin 2009 par le Conseil Régional de Bretagne

Au-delà de l'énergie, la vie quotidienne...

Sur les ondes belges, on rendait publique une étude montrant que la baisse du chiffre d'affaires des commerces de bouche à l'hiver 2006 était directement liée à la rudesse du climat et à la hausse du prix des carburants. Le concept du « reste-à-vivre » si utilisé dans le monde du logement social pour calculer le prix du loyer qui peut être payé par une famille à faibles revenus après les frais jugés primordiaux (alimentation, électricité, chauffage, voiture), change d'équilibre : les frais d'énergie prennent le dessus. Alors que dire de ce que nous préparons, que dire des quartiers, des logements et des bâtiments publics réalisés maintenant ? Si l'on considère le prix probable du pétrole dans les années à venir¹ et les besoins en régulation des températures amplifiés par les variations plus fortes du climat, quelle addition prépare-t-on pour ceux qui achètent aujourd'hui, pour ceux qui simplement habiteront demain ? Pourront-ils rembourser leur crédit ? Pourront-ils payer leur loyer ?

Au-delà de l'énergie utilisée, l'énergie grise

En fonction de son origine, une fraise représente plus ou moins de litres de pétrole pour le transport et le chauffage de la serre. La fraise n'est une fraise, elle n'est plus le fruit d'une rencontre entre une plante, une terre, une eau et un soleil. Elle est la somme de l'énergie grise utilisée pour sa croissance. L'énergie grise correspond à la somme de toutes les énergies nécessaires à la production, à la fabrication, à l'utilisation et enfin au recyclage des matériaux ou des produits industriels. En théorie, un bilan d'énergie grise additionne l'énergie dépensée lors de la conception du produit ou du service, de l'extraction et le transport des matières premières, de la transformation des matières premières et la fabrication du produit ou lors de la préparation du service, de la commercialisation du produit ou du service, de l'usage ou la mise en œuvre du produit ou lors de la fourniture du service, de l'entretien, des réparations, des démontages du produit dans son cycle de vie et du recyclage du produit². Mangeons donc des fraises de Plougastel-Daoulas. Mais surtout pensons à une autre manière de vivre, de concevoir et de réaliser la ville et les bâtiments qui engage moins d'énergie grise, plus de matériaux locaux, plus de circuits courts, moins de technologies complexes. Un peu plus de *Low-tech*, de valorisation de savoir-faire locaux. Comprendons nos actions et nos décisions quelque part entre une part utile de mondialisation et les parts fondatrices du local, du spécifique, du proche, du climat, du sol, de la culture et de sa relation à la nature, d'une société, etc. Selon l'approche annoncée dès les

1 - En mai 2010, le prix du litre d'essence à la pompe dépasse 1,5 €, soit 10 francs le litre !

2 - Source Wikipedia

années 1970 par l'historien et critique anglo-américain Kenneth Frampton : le Régionalisme Critique.

« *L'actuel way of life et le long terme...* »

La crise contemporaine de la Terre s'avère, malgré les climato-sceptiques. Le climato-scepticisme serait-ce encore une hérésie de pays riches, de ces pays à l'origine du dérèglement climatique ? Le réchauffement climatique est bien là. L'Afrique, continent le moins responsable, en est le plus touché. Le travail considérable de reforestation qui y est entrepris, à l'instar des actions de Wangari Maathai³, est la réponse obstinée et pertinente d'une population que le scepticisme blesse. À des divers degrés, notre conscience s'élargit, et se nourrit d'un lot de connaissances mises à jour en permanence à propos du réchauffement du climat et de la raréfaction de l'énergie. Le 4^e rapport d'évaluation du GIEC (GIEC ou IPCC - Intergovernmental Panel on Climate Change)⁴ est précis : notre exploitation millénaire de la planète est définitivement condamnée. Et même si cela n'était pas le cas, l'instauration d'une relation apaisée entre les hommes et la terre s'impose. Il y a 15 ans, dans une parabole proclamant le troisième âge de la politique, le philosophe contemporain allemand Peter Sloterdijk annonçait l'incompatibilité du monde ancien et du monde à venir. « *On commence peu à peu à comprendre que l'actuel way of life et le long terme sont deux choses qui s'excluent totalement l'une l'autre* »⁵ écrivait-il. Au terme de son propos, il posait l'obligation d'expérimenter et d'ajuster. Le nouvel et nécessaire usage du monde à venir ne naîtrait pas du simple amendement de nos pratiques anciennes, mais exigerait de l'invention. Voire de l'utopie. Effectivement, le changement en cours des relations établies depuis des siècles par l'homme avec la Terre bouleversera les formes, l'espace et les relations humaines. Et cela s'opèrera au cœur d'un établissement humain surtout urbain, puisque la condition urbaine est la condition humaine du 21^e siècle. Nous sommes engagés, à construire les conditions de cet autre *way of life* urbain de demain, à penser et à figurer l'avenir du quotidien du « *Petit Homme* », aurait dit Alvar Aalto⁶.

Repenser l'avenir

Lorsqu'en 1987, Gro Harlem Brundtland remet le rapport « Our common future », elle ne fait pas que vulgariser la notion de développement durable, c'est-à-dire un développement « *qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* »⁷. En proposant un nouveau *Contrat Social* à l'échelle planétaire⁸, elle engage une conception éthique du temps, elle annonce l'avenir à la lumière de ce qui nous reste en commun. Le développement durable n'est pas un nouveau concept. C'est une nouvelle définition du développement et une nouvelle définition de l'adjectif « durable ». Parce que les définitions dépendant des langues et des cultures, chaque pays, chaque région du monde possède sa propre acception. Mais ce qui donne du sens au développement durable, — et un sens partagé

3 - Wangari Muta Maathai (née le 1er avril 1940 à Nyeri, au Kenya) est une militante écologiste et politique. En 2004, elle devient la première femme africaine à recevoir le Prix Nobel de la paix pour « sa contribution en faveur du développement durable, de la démocratie et de la paix ». Maathai a fondé le mouvement de la *Ceinture verte* (*Green Belt Movement*) en 1977. Elle a commencé par planter sept arbres le jour de la Terre pour honorer les femmes qui dirigent l'environnementalisme kényan. Ce mouvement, soutenu par les kényannes à travers le pays, a planté plus de trente millions d'arbres pour prévenir l'érosion du sol. Entre-temps, elle a été active aussi bien dans le domaine de l'environnement que dans celui des droits de la femme.

4 - GIEC : Groupe Intergouvernemental d'expert sur l'Etude du Climat.

5 - SLOTERDIJK Peter, *Dans le même bateau, essai sur l'hyperbolique*, op.cit., p.85

6 - AALTO Alvar, "Art et technique", discours prononcé à l'occasion de sa réception à l'Académie de Finlande, le 3 janvier 1955. Traduction française dans *Alvar Aalto, de l'œuvre aux écrits*, Centre Georges Pompidou, Paris, 1988, p. 170.

7 - ibid.

8 - YOUNES Chris, propos de la philosophe française.

—, c'est ce à quoi il sert : « *répondre aux besoins du présent...* », et ce sont les moyens mis en œuvre pour y parvenir : modification de la qualité de la croissance, satisfaction des besoins essentiels, maîtrise de la démographie, préservation et mise en valeur de la base des ressources, intégration des considérations économiques et environnementales dans la prise des décisions. En tant qu'action dirigée vers une fin, le développement durable est une éthique, une philosophie de l'action, une pensée de l'en-commun à l'œuvre dans le sauvetage de la civilisation et dans la possibilité d'un avenir pour les générations futures. Voilà qu'il nous faut de toute urgence repenser à l'avenir. Nous voilà entrés dans une époque où la nécessaire révolution du quotidien, annoncée par Sloterdijk, répond à l'éventualité de l'avenir.

Trop de technique, technologies, technocratie

De l'installation des démarches de développement durable dans le monde, des constantes apparaissent, notamment l'hégémonie de la résolution par la technique de la crise environnementale. Pourtant, la nécessaire révolution des mentalités et des modes de vie qui nous réclame tous, ne se propagera pas seulement dans l'application de procédures techniques ou la mise en œuvre de techniques environnementales, même pertinentes. Ces procédures et ces techniques ne trouvent leur justesse dans la durée que si leur usage ordinaire est compris et correct. Si pallier les excès de la technique requiert la technique, force est de s'armer contre une autre dérive techniciste. Si, comme le suggère Sloterdijk, l'artificialité fondamentale des sociétés, apparaîtra dans le rôle essentiel de la technique pour autoriser l'avenir, force est d'admettre que la valeur d'une technique dépend de l'usage qu'on en a. Ainsi, l'amélioration du parc automobile par la réduction de la consommation et la mise en place des pots catalytiques a été utile pour réduire la pollution automobile. Mais les résultats sont là. L'augmentation continue du trafic contrarie l'avancée technologique. « Depuis 1990, l'Union européenne a réussi à contenir ses émissions... sauf dans le domaine des transports où elles ont augmenté de 18% »⁹.

Contre la prépondérance des réponses techniques

Des voix se sont élevées. La France le fit à Johannesburg en 2002¹⁰ pour la protection des diversités culturelles. Dans son discours « *La maison brûle, et nous regardons ailleurs* », Jacques Chirac annonçait que « *la culture s'imposera peu à peu comme le quatrième pilier du développement durable aux côtés de l'économie, de l'environnement et de la préoccupation sociale* ». L'oubli à l'origine de la culture comme pilier du développement durable étonne. Le rapport Brundtland précisait bien pourtant que « *deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de " besoins ", et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.* »¹¹ Or les notions de besoin, d'état des techniques et des organisations sociales dépendent de l'histoire des peuples, des cultures, dépendent de ces « *figures historiques cohérentes* »¹² — ainsi que le philosophe français Paul Ricœur nomme les cultures —, et de leurs expressions quotidiennes.

9 - SCIAMA Yves, *Le changement climatique, une nouvelle ère sur la Terre*, Larousse, Paris, 2005, p.71

10 - Discours du président de la République, 3/09/2002, accessible sur www.elysee.fr/cgi-bin/auracom/aurweb/seach/file?aur_file=discours/2002/0209AF05.html

11 - *Our Common Future*, op.cit.

12 - RICCEUR Paul, *Histoire et Vérité*, Seuil, Paris, 1955, p.296

La culture comme projet

Dans les domaines de la ville et de l'architecture, la revendication de la culture comme pilier du développement durable, renvoie à la notion de projet, et pas seulement à la protection des diversités culturelles. En 2002, l'Indien Rajendra Pachauri, président du GIEC, dénonçait déjà le poids des spécialistes de la science atmosphérique, ses propres spécialistes. Il exposait que la compréhension sociale et culturelle des politiques énergétiques sera la condition *sine qua non* des actions concrètes dans les divers pays¹³. Au-delà du réquisitoire, il s'était agi pour lui de mettre en évidence l'écart entre la pensée technique abstraite due au caractère universel des données physiques et les conditions quotidiennes de la vie humaine toujours localisée. Dans les domaines de la ville et de l'architecture, la revendication de la culture comme pilier du développement durable, renvoie à la notion de projet, et pas seulement à la protection des diversités culturelles. Même si nous assistons à une conscience mondialisée de la situation planétaire, et même si le projet est globalisé (il faut sauver la planète, rappelle le panda du WWF aux enfants des écoles du monde entier), les modalités d'actions sont contextualisées dans les cultures. Une belle idée n'est jamais réalisée si elle n'est pas comprise, appréhendée, faite leur par ceux qui la vivront. Ce qui est approprié l'est à une société et par une société. De fait la réalisation des idéaux de notre humanité éprise de solidarité face au péril commun, dépend des cultures, qui ne forment plus le cadre, mais le moyen dialectique du passage au réel.

L'absence de modèle

Cela va de soi, au loin, quand les différences de culture, de climat et de conditions de vie sont patentées, comme au Maroc pour la création du village de Tifnit ou en Nouvelle-Calédonie pour le parachèvement du centre-ville de Nouméa, deux projets où est engagé mon atelier. Mais en métropole, cela ne va pas de soi. Il est à chaque fois nécessaire de convoquer les particularités des lieux contre ce qui se répand comme modèle, car le projet urbain de Vauban ne vaut pas partout, pas plus que l'architecture passive du Vorarlberg, malgré leurs immenses qualités ou à cause de leurs grandes qualités allemandes et autrichiennes. Recourir aux cultures sert à rendre locales les approches techniques, plutôt que de laisser libre cours au dictat d'une approche technique universalisée. Malgré sa dérive systémique, le développement durable contribue à souder le quotidien et les expressions locales, car un principe de réalité l'habite. Le slogan « Penser global, agir local » mis en avant lors de la *Conférence de Rio de Janeiro* en 1992 l'exprime ; il préside à la mise en place des « Agenda 21 » qui transforment les traités internationaux en actions territoriales, voire communales, ordinaires donc. Mais ces engagements locaux indispensables aux déploiements de l'engagement global peuvent produire des retranchements protectionnistes : le développement des filières locales, des circuits courts de distribution au nom de la réduction des émanations de gaz à effet de serre peuvent engager des replis vers les lieux, voire des tentations communautaristes auxquels n'échappent pas même les plus farouches militants du habitats groupés. Seules les actions locales qui engagent des coopérations lointaines peuvent nous prémunir des retranchements.

Ne cherchez pas la culture dans le Loi Grenelle 1

La revendication de la culture comme 4^{ème} pilier du développement durable est une clé indispensable pour reconnaître la diversité des conditions humaines et se sortir de la seule métropolisation des territoires. Cette revendication devrait aller de soi en France puisqu'à

13 - PACHAURI Rajendra, « Les experts étudient l'effet socio-économique de l'évolution du climat », in *Le Monde*, 21 février 2003

Johannesburg en 2002 elle marqua notre entrée fracassante dans l'histoire du développement durable (je l'ai déjà dit) et puisque Nicolas Sarkozy en avril 2009 à propos du Grand Paris annonce la possibilité d'un nième pilier : le pilier esthétique¹⁴. Étonnamment cela ne va pas du tout de soi : lorsque que l'on recherche le mot culture dans le texte de la loi Grenelle I, on le trouve vingt fois, 17 fois dans « agriculture », 1 fois dans « sylviculture » et deux fois isolés au sujet des « cultures de protéagineux et autres légumineux » puis des « cultures dites mineures » à propos de la réduction des usages de produits phytopharmaceutiques et des biocides. Quant au mot architecture, il est introuvable.

Confronter les « figures historiques cohérentes » aux questions du futur

Pourtant rechercher la dimension culturelle, c'est-à-dire au sens du philosophe Paul Ricœur : rechercher « les figures historiques cohérentes »¹⁵ et les confronter aux questions du futur est la voie qui permettrait de solliciter toutes les dimensions territoriales, des bourgs aux métropoles, des plus rurales aux plus ultra-marines, de mettre en évidence l'écart entre la pensée technique abstraite due au caractère universel des données physiques et les conditions quotidiennes de la vie humaine toujours localisée.

Le quotidien engage la culture

Les « petits gestes » font le quotidien, ils contribuent au sauvetage planétaire : ne pas laisser couler l'eau quand on se lave les dents, manger bio et moins de viande, rouler à vélo, éteindre la lumière dans les pièces vides, baisser le chauffage, trier les déchets, etc. Ces petits gestes sont indispensables, mais ils ne suffisent pas, car l'importance de la crise planétaire accrédite la radicalité du propos de Sloterdijk. Elle concerne la vie des gens au quotidien, une quotidienneté, dont le philosophe italien Gianni Vattimo rappelle qu'elle est « *toujours historiquement qualifiée et culturellement dense* ». ¹⁶ Le monde déjà là, celui qui nous environne, est le monde des préoccupations de la quotidienneté, celui de toutes nos habitudes journalières. Il ne s'arrête pas aux choses de tous les jours, aux petits gestes eux-mêmes, mais à l'ouvrage à faire, à la vie à vivre ensemble dont les gestes simples et concrets soudent la tenue. Notre condition se comprend dans un permanent va-et-vient entre ces deux niveaux, entre l'utilité et la préoccupation, entre l'activité affairée et le souci de soi et de l'autre. « *Le plus important, ajoute le sociologue Henri Lefebvre, c'est de noter que les sentiments, les idées, les styles de vie, les jouissances se confirment dans la quotidienneté* »¹⁷. Ce monde commun est le monde en commun, la quotidienneté engage la présence de l'autre. Elle manifeste une coexistence avec le monde lui-même, les gens et les choses. C'est là que se joue la nécessaire révolution à mener, et que se déjouent les pièges de la pensée abstraite, systémique.

Vers une métamorphose de l'intérieur

On le sait : physiquement en France les établissements humains de demain, les établissements humains durables ressembleront à ceux d'aujourd'hui. On ne les détruira pas pour en construire d'autres ; nous n'avons ni le temps ni les ressources pour le faire. D'un point de vue « soutenable », on sait qu'il vaut mieux consolider que détruire, réhabiliter que démolir, quand entrent en ligne

14 - GUET Jean-François, *Enjeux et perspective de la ville durable européenne*, <http://www.ffue.org/PDF/Certu-2009-JFGuet.pdf>

15 - RICŒUR Paul, *Histoire et Vérité*, Seuil, Paris, 1955, p.296

16 - Propos de VATTIMO Gianni. Se reporter à STAQUET Anne, *La pensée faible de Vattimo et Rovatti : une pensée fable*, éditions de l'Harmattan, Paris, 1996. Se reporter aussi à VATTIMO Gianni, *Introduction à Heidegger*, éditions du Cerf, Paris, 1985.

17 - LEFEBVRE, Henri, *Critique de la vie quotidienne*, L'Arche Editeur, Paris, 1961, tome 2

de compte l'énergie engagée dans la démolition, l'énergie engagée dans l'évacuation des déchets, l'énergie et les ressources nécessaires pour les matériaux de la construction neuve, la quantité de déchets à traiter et le coût du tri sélectif (le volume des déchets issus du secteur du bâtiment est supérieur au volume des déchets ménagers), la perte d'un certain nombre de logements.

Il n'y aura pas une révolution formelle, mais une métamorphose de l'intérieur basée sur un changement radical des modes de vie. Chaque action, quelque soit l'échelle où elle est menée, participe à une refondation des lieux et des sociétés où elle se déroule. Mais de quelle refondation s'agit-il ? Nous visons la refondation, ressentie, incorporée, pour rétablir l'estime entre un territoire, ses habitants et ses aménageurs. Elle passe par de nouvelles interprétations du territoire, de nouvelles manières de jouer avec le monde. Il ne suffira pas d'amender notre monde pour sortir de la situation actuelle. Il faudra cheminer vers une autre relation au monde, avec un peu plus de lenteur. La question de la puissance s'y rejouera, sera d'abord la puissance collective des citoyens avant d'être de watts, de joules ou de lumens.

Repenser les valeurs

La bonne énergie n'étant ni verte ni l'alternative mais celle dont on n'a pas besoin, pour y parvenir cela demande de renverser les schémas bien huilés de la doxa contemporaine. Pour retrouver l'habiter et le temps de l'habiter, penser les territoire à partir de l'habitat et non pas les grands équipements, engager les valeurs de la culture quotidienne, la porter vers demain dans chaque lieu et de la sorte laisser remonter les identité, réfléchissons à la lenteur, voire à l'immobilité. En tout cas, arrêtons de penser systématiquement que la mobilité, même douce, est la clé de l'aménagement du territoire. Ajoutons le discours de l'immobilité à celui dominant de la mobilité. Pensons l'immobilité, et l'équité territoriale, et la capacité des territoires à satisfaire les siens, et les façons dont un territoire peut se reposer, et avec lui, les siens. Alors nous verrons que la mobilité à tout prix possède un effet pervers, elle légitime l'absence d'équité territoriale, elle est un levier de l'iniquité territoriale. Repensons les grands équilibres, sortons des logiques de compensation. Donnons à chaque territoire la chance d'exister en tant que lui-même, une identité surviendra alors. Et une autre vie...

L'identité est un projet

Finissons par la question de la recherche de l'identité indispensable quand on s'interroge sur la relation d'une société à ses lieux. Elle passe par les retrouvailles avec un territoire, plutôt qu'avec la seule histoire. L'identité est essentiellement un projet d'avenir, un projet de terrien, surtout aujourd'hui. Nous sommes dans une situation historique qui demande d'engager une rupture avec des positions millénaires de l'humanité, vis-à-vis de la terre et vis-à-vis d'elle-même. Je l'avais écrit en 2003 : le développement durable est tout sauf un retour au bon vieux temps et ne se résout pas dans le recours au bon vieux bon sens. Mon propos d'alors sur l'insertion, qui s'intitulait « l'avenir des lieux », s'achevait sur cette idée¹⁸ : « Le goût du même, la vision angélique et patrimoniale du monde déjà là, la valorisation de l'instant présent, le déni du progrès et de l'avenir et la survalorisation de l'image répondent à la situation contemporaine de mondialisation des échanges et de la culture. Situation qui encadre toute quête identitaire. Quête qui, chez ceux qui ne font pas l'effort de la culture, des passerelles et des ponts, mène à un repli

18 - in LE COUEDIC Daniel, SIMON Jean-François (dir.), *Construire dans la diversité. Architecture, contextes et identités*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2005.

dans le lieu, par peur. Le lieu plutôt que le lien. [...] Il nous faut maintenant réinterroger la modernité et pas seulement selon un mode négatif. [...] Et que pour y parvenir il serait utile de passer du lieu à l'environnement ; au-delà du lieu. Nous n'habitons plus seulement les lieux, nous partageons la terre. Nous ne sommes plus protégés dans nos horizons, nous savons que ce qui est au-delà de l'horizon nous concernent [...] Longtemps, on pensa que le monde des hommes était pris dans une expansion infinie. Progrès de la science et des techniques, théorie de l'expansion, développement économique, certitude d'une exploitation sans fin des ressources naturelles : toute l'idéologie menait à cet enthousiasme ; délire, diagnostiquera-t-on. L'histoire récente a délivré une autre vérité. Nous savons depuis Hiroshima que nous vivons dans un monde fini. Le monde terrestre se déploie à l'intérieur d'une totalité, et nous donc. Nous ne sommes pas en expansion, même si notre nombre augmente, même si l'inflation de l'économie existe ; nous sommes en insertion, à l'intérieur d'un monde connu, au cœur d'une histoire dont le dessein se donne. Chaque venue au monde n'élargit pas le monde, mais lui confère plus de densité, et — nous le savons — plus de gravité. C'est un peu plus d'humanité chaque fois ajoutée à la sphère de notre existence. Ainsi l'insertion d'une architecture ne se pose plus principalement vis-à-vis du lieu mais vis-à-vis de l'environnement. Non plus seulement dans les lieux mais sur la terre. Nous sommes face à une œuvre difficile : agir pour sauvegarder la possibilité d'un établissement humain sur terre, tout en gardant un devoir de mémoire. Il nous faut désormais insérer demain dans aujourd'hui, insérer l'avenir, inscrire l'avenir au programme des lieux. [...] » Je dirais maintenant : au programme des territoires, riches de lieux.

La richesse des territoires

Si pour certains encore, il n'y a pas d'innovation sans une création consistant « à socialiser des inventions technologiques »¹⁹, il me semble que l'innovation en architecture et urbanisme consiste à imaginer l'expérience, l'engagement individuel et collectif de chacun vers l'invention d'un nouveau savoir-vivre le monde, dans une appropriation éco-responsable de situations de voisinage. Elle consiste à redécouvrir la richesse du territoire, alors qu'il y a aujourd'hui un amalgame entre métropolisation comme expression de la globalisation et perte d'identité. Si l'on s'en tient au territoire français, voyons sa représentation contemporaine. Elle est réduite à un ensemble de métropoles nationales et régionales reliées par de grandes infrastructures. Au-delà, rien, un désert comme si le monde rural avait disparu, et les petites et moyennes villes aussi. Pourtant l'urbanisation généralisée de la planète concerne autant les bourgs que les métropoles. La métropolisation comme destin annoncé des territoires, un destin ? Plutôt une faiblesse de la pensée, juste l'extrapolation de statistiques. Il n'y a pas que l'urbain, le suburbain et la campagne urbaine ; le rural existe, pas seulement comme « suburbain à vocation campagnarde ».

19 - STIEGLER Bernard, in « Télérama », 3 juin 2009, p. 22.